

**Français de l'étranger - Agence
pour l'enseignement français à
l'étranger - Réponse de Mme
Nathalie Loiseau, ministre chargée
des affaires européennes, à une
question au gouvernement au Sénat**
(Paris, 28 novembre 2017)

(Question sur la grève dans les lycées français à l'étranger)

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Sénateurs,

Madame la Sénatrice,

L'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) ce sont 350.000 élèves scolarisés dans les 492 établissements de son réseau. Un réseau sans équivalent chez nos partenaires à travers le monde. J'en parle volontiers, tous mes enfants y ont été scolarisés.

Ce réseau est au service de nos compatriotes installés à l'étranger, mais c'est aussi un outil d'influence, puisqu'il assure la diffusion de notre langue, de notre culture et de nos valeurs auprès d'un public constitué- vous l'avez dit - aux deux tiers d'élèves de nationalité étrangère.

C'est la première priorité budgétaire de notre diplomatie d'influence qui lui consacre 60% de son budget et cela va le rester.

En 2017, il a été demandé à l'AEFE de prendre sa part de l'effort collectif de réductions de dépenses. La subvention pour cette année a été diminuée à hauteur de 33 millions d'Euros. Une série de mesures ont été prises. Je souligne que les suppressions de poste ne toucheront pas d'enseignants en cours de contrat ; que le plafond d'emplois est préservé, ce qui permet le recrutement d'agents en contrat local et que les subventions aux établissements pour renforcer la sécurité seront maintenues.

Dans ce contexte, j'entends comme vous les inquiétudes qui s'expriment aujourd'hui.

Je voudrais rappeler ici l'engagement du président de la République, qui a salué devant l'Assemblée des Français de l'Etranger le travail de l'AEFE et de ses personnels, et qui a

confirmé que ses crédits seraient préservés en 2018 et 2019.

Au-delà, nous devons écrire ensemble l'avenir du réseau d'enseignement français à l'étranger en travaillant avec l'AEFE, mais aussi avec les communautés de parents d'élèves et d'enseignants qui doivent être pleinement associées./.